

Approvisionnements d'énergie—Loi

Ce n'est cependant pas dire que le prix du pétrole brut restera inchangé ou bloqué pendant une période indéterminée. Le premier ministre a précisé qu'à long terme, nous devons hausser le prix de nos produits de pétrole brut, si nous voulons exploiter les sables bitumineux de l'Alberta, les réserves de pétrole de l'Arctique et celles qui se trouvent au large de la côte est de notre plateau continental. De fait, j'ai entendu dire qu'afin d'être en mesure d'exploiter les réserves de sables bitumineux aux prix et aux frais de production actuels, les sociétés pétrolières seraient obligées de toucher environ \$6 le baril.

Le premier ministre a voulu préciser dans son discours jeudi dernier que les premiers ministres fédéral et provinciaux se réuniraient en janvier pour étudier les problèmes que soulève l'augmentation des prix à l'Est de la ligne Borden, surtout le coût du fuel pour la province de Québec et les Maritimes. Il a dit qu'on trouverait une solution pour les familles à faible revenu. J'estime que nous devrions envisager de fournir une aide directe, que ce soit un versement direct dédommageant les familles à faible revenu pour leurs frais supplémentaires de chauffage cet hiver ou un autre genre d'aide. Le premier ministre a bien précisé que l'ancienne ligne Borden devait être supprimée et qu'avec la collaboration des premiers ministres provinciaux, on mettrait au point une politique de prix unique et une seule politique pétrolière pour tout le Canada. Peu importe la façon dont on procédera, que ce soit au moyen d'un office de commercialisation du pétrole ou de tout autre mécanisme, l'idée est bonne et c'est la seule qui convienne au Canada. Nous devons appliquer un système uniforme d'établissement des prix au pays comportant des variations dans certaines régions afin de compenser pour les frais de transport.

Je vois aussi avec plaisir que le gouvernement compte créer une société nationale des pétroles. Elle comportera des avantages nets pour le Canada puisque le gouvernement pourra obtenir outre-mer des approvisionnements en produits du pétrole en faisant directement affaire avec les pays intéressés, ce qu'il ne peut faire à l'heure actuelle, du moins pas d'une façon qui permette un approvisionnement suffisant.

J'ai été également heureux de constater que, dans le cadre de la nouvelle politique gouvernementale on donnera certains pouvoirs à la société nationale des pétroles. L'une de ses responsabilités consistera à établir des réserves de pétrole pour les besoins futurs du pays. Je me réjouis de cette annonce. Ce qui importe le plus, c'est que cette société nationale des pétroles s'intéresse à l'exploitation des sables bitumineux. Ces sables bitumineux renferment quelque 500 millions de barils de pétrole, et l'on devrait faire de l'acquisition nationale des pétroles. J'aimerais en effet voir le gouvernement fédéral s'engager dans au moins une entreprise publique pour l'extraction du pétrole des sables bitumineux. La chose pourrait se faire en collaboration avec le gouvernement albertain, comme je l'espère; mais si ce n'est pas possible, je crois que le gouvernement fédéral devrait prendre l'initiative d'établir au moins un programme d'extraction et de raffinage dans les sables bitumineux. Cela permettrait au gouvernement fédéral d'acquérir les connaissances voulues.

J'ai été également heureux d'entendre le premier ministre dire que le gouvernement donnait la priorité au développement de notre technologie nucléaire et à l'utilisation de l'uranium par les centrales électriques. La technologie nucléaire que possède actuellement le Canada est peut-être l'une des plus grandes réussites du pays, à en juger par la mise au point du réacteur CANDU. L'énergie atomi-

que du Canada Limitée et l'Hydro-Ontario, avec leurs installations de Pickering, en Ontario, ont mis au point un système permettant de produire d'énormes réserves d'énergie électrique. Le gouvernement fédéral a annoncé clairement son intention de contribuer pour la moitié au financement d'installations additionnelles qui seront implantées au Nouveau-Brunswick et en d'autres provinces. Le succès du réacteur CANDU peut se juger aux ventes qui en ont été faites à des pays comme l'Argentine et la Corée du Sud, comme l'a annoncé vendredi dernier le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Macdonald).

Représentant la capitale mondiale de l'uranium, Elliot Lake, je me permettrai de dire que nous sommes très satisfaits et heureux de la position qu'a prise le gouvernement sur cette question. Le comté d'Elliot Lake a certainement connu beaucoup d'agitations économiques pendant sa courte vie. Cependant, la stabilité d'Elliot Lake est assurée depuis qu'on a annoncé dernièrement que la Denison Mines Limited avait vendu pour quelque \$800 millions de dollars d'uranium, soit plus de 40 millions de livres, devant être livré au cours des années 80 et au début des années 1990. Ajoutons à cela la vente récente de réacteurs à d'autres pays et le projet de la Commission d'énergie atomique des États-Unis de lever l'embargo en 1977 et d'éliminer toute restriction avant la fin de 1983.

Mis à part mon propre intérêt pour cette question en tant que représentant élu d'Elliot Lake au Parlement du Canada, je crois que nous devrions encourager les services publics d'électricité à tirer de plus en plus leur énergie de l'uranium. Il me semble paradoxal que l'Hydro-Ontario construisse à l'heure actuelle la centrale de Lennox qui utilisera des produits du pétrole qui devront peut-être être apportés d'outre-mer, car nous ne pouvons pas en garantir l'approvisionnement alors qu'on pourrait la concevoir de façon à utiliser l'uranium extrait ici, dans la province d'Ontario. L'uranium est certainement la principale source d'énergie que nous avons maintenant en Ontario, puisque la plupart des sites de barrages hydro-électriques accessibles ont été utilisés.

● (1740)

De même, l'Hydro-Ontario a annoncé l'été dernier qu'une station d'électricité serait créée dans le nord-est de l'Ontario, en laissant à décider si l'on utiliserait le pétrole, le charbon des États-Unis ou la lignite extraite près de Moosonee, ou encore l'uranium. Il est temps, semble-t-il, qu'une province comme l'Ontario, si riche en uranium, vienne vigoureusement affirmer, en toute confiance, que les prochaines installations qu'elle construira seront conçues de façon à utiliser l'uranium dont l'Ontario est si abondamment pourvu.

Les questions que je viens de mentionner ont leur importance, mais l'annonce peut-être la plus importante de la semaine dernière était celle qui avait trait à l'aménagement d'un pipe-line pour approvisionner Montréal et les provinces de l'Est en pétrole brut. Nous avons actuellement un pipe-line allant de l'Ouest du pays au Manitoba et de là, à Sarnia, par voie des États-Unis. Ce pipe-line traverse le Nord du Michigan et les détroits de Mackinaw à Saint-Ignace. Le prolongement du pipe-line jusqu'à Montréal devrait partir, selon moi, de cet endroit, Saint-Ignace, dans le Michigan, passer par le Sault Sainte-Marie, et du Sault Sainte-Marie traverser le Nord de l'Ontario pour arriver à Montréal. Cette route serait préférable à la route Sarnia-Montréal par voie des États-Unis. La distance pour le transport de ce pétrole par le Sault Sainte-